

31-01-08

De solides arguments

L'intersyndicale de Gandrange sera reçue, ce midi, à l'Élysée. Elle y va avec « des arguments pour convaincre » Nicolas Sarkozy de sauver l'usine d'ArcelorMittal.

Face à une solution unique, faible, proposée par la direction, nous venons avec des arguments solides, un bon dossier. Il en va de l'équilibre de tout un bassin d'emploi dans la vallée de l'Orne. » Olivier Cayla, président de l'union régionale CFE/CGC, sera de la délégation de l'intersyndicale de Gandrange reçue aujourd'hui, à midi, au palais de l'Élysée par Nicolas Sarkozy. Il aura avec lui Pierre Sutter de la CFE/CGC de Gandrange, Alain Gatti, secrétaire de la CFDT Lorraine et Edouard Martin, l' élu CFDT du comité européen du groupe ArcelorMittal, Jacky Duhaut de l'union régionale CGT, et Jacky Mascelli de la CGT de Gandrange. « Bon on n'attend pas monts et merveilles de cette rencontre, si ça se trouve, il nous reçoit comme ça entre deux rendez-vous », lâche Edouard Martin. « Nous venons nous exprimer sur ce dossier parce que l'on ne peut pas se contenter de la position de Lakshmi Mittal, lundi, sur le perron de l'Élysée. Elle est ambiguë, il nous laisse jusqu'en avril, mais ne change rien à sa stratégie finale. »

Un signe fort

« Nous allons chez Sarkozy avec notre idée fixe : que Mittal revienne sur sa position. Qu'il ouvre la discussion sur les solutions industrielles que nous lui présenterons », confie Gérard Loparelli de la CGT. « Nous avons une position commune au sein de l'intersyndicale et tra-

vaillons à une solution alternative », ajoute Jacky Mascelli. « Finalement, on ne connaît pas la position du président de la République. Il s'intéresse au dossier de Gandrange. L'Etat peut aujourd'hui s'immiscer dans un dossier industriel. Il n'y a qu'à voir dans les pays où ArcelorMittal est présent en Europe. En Belgique, Allemagne, Espagne, Luxembourg, les pouvoirs publics ne se privent pas d'intervenir, de peser sur les décisions du groupe », remarque Olivier Cayla.

« On y va pour convaincre, on va essayer de s'en faire un allié », déclare Pierre Sutter, « parce qu'après, il n'y a plus d'autres échelons pour défendre ce dossier ». Et puis, constatent les syndicats de Gandrange : « En France on est en plein débat sur l'industrie. Ce pays veut-il encore d'une industrie ? Gandrange est emblématique de ce point de vue. C'est maintenant que cela se joue. Le règlement de ce dossier sera un signal fort de la volonté de l'Etat pour les industriels de ce pays », explique Edouard Martin. La délégation enregistre, en tout cas, le soutien massif de l'ensemble des syndicats de la sidérurgie FO-CFDT-CFE/CGC-CFTC-CGT réunis mardi au Gesim pour une négociation avec l'employeur. « C'est tout un bassin d'emploi, déjà affaibli socialement et économiquement, qui refuse ce diktat des actionnaires de Mittal ».

Bernard KRATZ.